

The Rt. Hon. David Cameron
Prime Minister of the United Kingdom
10 Downing Street
London SW1A 2AA
Great Britain

February 18, 2014

Monsieur le Premier Ministre,

Le mois dernier, des membres du Comité de coordination des organisations de la liberté de la presse se sont réunis à Londres afin d'évaluer les menaces à la liberté de presse à travers le monde et de planifier leur action conjointe. Le Comité comprend un grand nombre des plus importantes organisations non-gouvernementales internationales agissant pour la liberté de la presse. Quand nous avons choisi Londres comme lieu de notre rencontre annuelle, c'était pour des raisons de commodité. Nous ne nous attendions pas à ce que des défis à la liberté de la presse au Royaume Uni figurent de manière aussi importante dans notre ordre du jour.

Mais pendant les deux jours qui ont précédé notre réunion annuelle, plusieurs membres du Comité de coordination, y compris des représentants du Comité de protection des journalistes (CPJ), de l'Association de la presse interaméricaine (IAPA), de l'Institut international de la presse (IPI), du Comité mondial de la liberté de la presse (WPFC) et de l'Association internationale de la radiodiffusion (IAB) ont pu participer comme observateurs à une mission d'enquête organisée par l'Association mondiale des journaux et d'éditeurs d'informations (WAN-IFRA). Nous avons entendu un éventail complet d'opinions de la part d'universitaires, d'analystes politiques, d'organisations de la liberté d'expression, y compris Article 19, Index on Censorship et le PEN anglais, ainsi que des groupes de pression comme Hacked Off, qui nous a présenté à quelques-unes des victimes des scandales des écoutes. Nous avons également eu l'occasion de rencontrer des Membres du Parlement; quelques membres de la délégation de WAN-IFRA ont été reçus par Maria Miller, Secrétaire d'Etat pour la culture, les médias et le sport.

Le simple fait que la WAN-IFRA ait entrepris cette démarche sans précédent d'organiser une mission d'enquête sur la liberté de la presse au Royaume Uni montre en soi le niveau d'inquiétude qui règne au sein de la communauté mondiale de la liberté de la presse. Alors que la WAN-IFRA a l'intention de publier un rapport de fond prochainement, nous prenons l'initiative de vous écrire directement en tant que membres du Comité de coordination afin de vous faire part de nos opinions. En tant qu'organisations travaillant pour la liberté de la presse et la liberté d'expression à travers le monde, nous sommes profondément inquiets que les actions de votre gouvernement puissent être exploitées par des régimes autoritaires pour restreindre la liberté des médias en invoquant comme prétexte la sécurité nationale ou l'amélioration du fonctionnement des médias. Et cela se produit d'ores et déjà.

Une des questions clés sur lesquelles s'est concentrée la délégation de la WAN-IFRA est le niveau de pression gouvernementale contre le journal The Guardian et son directeur Alan Rusbridger. Cette pression a débuté en mai 2013 lorsque le journal a publié une série d'articles basés sur les documents qui ont fait l'objet de fuites de la part d'Edward Snowden, ex-contractuel de la NSA. Ces documents, dont un certain nombre ont été partagés par The Guardian avec des médias américains, notamment le New York Times et le site d'information ProPublica, ont révélé l'existence d'une entreprise gigantesque de surveillance gouvernementale par la NSA américaine et son homologue britannique. Ces articles ont déclenché un débat mondial de grande intensité sur les limites appropriées de la surveillance gouvernementale à l'ère du numérique. Ce débat s'est étendu à presque toutes les capitales d'Amérique latine et d'Europe. Cela a également provoqué l'introduction de résolutions à l'ONU et une profonde révision, toujours en cours, de la politique aux Etats Unis tant sur le plan judiciaire que politique.

Malheureusement au Royaume Uni, l'attention s'est davantage portée sur les efforts journalistiques du Guardian pour rendre ces informations essentielles accessibles au public mondial que sur les implications des révélations d'Edward Snowden. En août 2013, David Miranda, le partenaire de Glenn Greenwald, alors reporter au Guardian, a été arrêté en transit à l'aéroport de Heathrow, au nom de la loi antiterroriste britannique. De la matière journalistique qu'il transportait pour le compte du Guardian a été confisquée. Par la suite M. Rusbridger a révélé qu'un officiel de haut rang a contraint The Guardian à détruire du matériel logistique contenant les documents fournis par Edward Snowden, alors même que des reporters du Guardian travaillant encore sur les révélations en dehors du Royaume Uni disposaient de copies.

En décembre 2013, on a demandé à M. Rusbridger de témoigner devant une commission du Parlement en ce qui concerne la décision du Guardian de publier les documents fournis par Edward Snowden. A cette occasion, le patriotisme de M. Rusbridger a été mis en question. Vous avez soutenu sans preuves que les agissements du Guardian ont mis en péril la sécurité nationale britannique. Et vous avez sommé le Parlement d'ouvrir une enquête. En parallèle, la police métropolitaine serait en train d'entreprendre une enquête criminelle sur des infractions éventuelles de la loi antiterroriste.

Nous considérons ces actions du gouvernement et la pression constante sur The Guardian comme étant incompatibles avec la tradition britannique de la liberté de la presse et préjudiciable au prestige international du pays. Y aurait-il des indices selon lesquels The Guardian aurait enfreint la législation – et nous soulignons que nous n'avons vu aucune évidence allant dans ce sens – alors faudrait-il que les autorités judiciaires compétentes entreprennent une enquête criminelle sans aucune ingérence gouvernementale. Vos remarques et celles de quelques parlementaires ont pour le moins affaibli l'apparence d'impartialité, donnant l'impression qu'il s'agissait davantage d'une démarche politique que judiciaire.

Nous constatons que la pression sans précédent sur The Guardian coïncide avec un débat robuste au sein du public britannique quant à la réglementation des médias. Nous croyons que les deux questions sont liées car leur conjonction donne l'impression que les autorités britanniques cherchent à maîtriser le travail des médias. En effet, le débat sur la réglementation des médias a été suscité par les reportages du Guardian et d'autres journaux sur les écoutes illégales et

d'autres délits commis pendant de longues années par quelques organes de presse. En réponse à ces révélations-là, vous avez créé une commission présidée par Sir Brian Leveson pour conduire une enquête approfondie sur les pratiques des médias et de proposer des mesures pour limiter des abus. Sous la houlette de l'ONG Hacked Off, les révélations ont également suscité la mobilisation des victimes des écoutes.

Au bout de son enquête de 18 mois qui a constaté l'existence d'une culture d'abus et d'arrogance au sein des médias, Lord Leveson a proposé la création d'un organisme doté de pouvoirs plus forts pour ce qui a été caractérisé d' «auto-régulation indépendante et volontaire». Il a proposé une incitation à la participation des journaux par le biais d'un système de "carottes et de bâtons" inscrit dans la loi. Nous nous félicitons de votre rejet d'un tel cadre ouvertement statutaire pour réglementer les médias. Vous avez décrit cela comme étant "une traversée du Rubicon" que la Grande Bretagne ne devrait pas entreprendre.

Une Charte royale a été proposée comme compromis. Vestige moyenâgeux, une Charte royale est plus généralement attribuée à une institution publique. Dans le cas présent, les termes de la Charte ont été rédigés par des ministres du gouvernement et soumis à la Reine pour sa signature par son comité consultatif, le Privy Council. Dans un processus quasi-incompréhensible pour ceux qui n'ont pas été instruits dans ses arcanes, la Charte royale devrait établir un "organisme de reconnaissance" pour certifier qu'une quelconque entité d'autoréglementation créée par la presse est conforme aux recommandations de Lord Leveson. Pour obliger la participation dans cette entité réglementaire, le Parlement a été appelé à adopter plusieurs dispositions qui imposent des dommages punitifs élevés aux médias qui n'adhèrent pas au système et qui stipulent que ces médias doivent payer les frais de justice des plaignants pour diffamation, même dans les cas où les médias en question gagnent leurs procès.

Selon nous, cette disposition parlementaire créerait un cadre statutaire sous-jacent pour la réglementation des médias. Cela voudrait dire en effet que "le Rubicon" a déjà été traversé. Ayant écouté tous les points de vue, nous reconnaissons la gravité du problème d'excès de certains médias que la Charte royale tente de résoudre. Nous reconnaissons également le sérieux et la pondération de l'enquête de Lord Leveson dans sa recherche d'une solution à une question complexe. Mais le sérieux du processus ne mène pas forcément aux meilleures recommandations. Selon nous, la voie parlementaire, qui est essentiellement une contrainte à la participation au mécanisme réglementaire, contredit l'assertion que cela serait "volontaire".

En effet, votre gouvernement devrait se soucier du fait que des régimes autoritaires cherchent dorénavant à limiter la liberté des médias en se référant à l'exemple britannique. Le Président Rafael Correa de l'Equateur, auteur d'une des lois les plus répressives sur les médias dans toute l'Amérique latine, a explicitement cité l'exemple britannique pour se défendre. Dans un discours en août 2013 il a dit:

«La loi du Commonwealth, la loi-baïllon, menace à la liberté de la presse... Voilà des expressions que la presse mercantile emploie pour mentir et prétendre que c'est un pays où personne ne peut exprimer une opinion et où les voix libres sont réduites au silence. Le Royaume Uni a créé une loi sur la communication pour réglementer les abus d'une certaine presse de caniveau dans ce pays. »

La mission de la WAN-IFRA a entendu de la bouche de Lord Anthony Lester de Herne Hill que des représentants gouvernementaux -- allant de l'Afrique du Sud à la Malaisie -- se sont demandé comment adapter l'approche britannique en matière de réglementation des médias à leurs propres situations. Zafar Abbas, directeur du journal pakistanais Dawn et membre de la délégation WAN-IFRA, nous a raconté comment des fonctionnaires pakistanais arrivent maintenant à citer régulièrement les agissements du gouvernement britannique pour faire pression sur les médias pakistanais et leur demander de choisir entre "s'auto-réglementer" ou être confrontés à l'action directe de leur gouvernement.

Nous écrivons pour vous encourager de sauvegarder la liberté de la presse au Royaume Uni et d'agir de telle sorte que les actions de votre gouvernement ne puissent jamais être exploitées ailleurs dans le monde pour justifier des restrictions de la liberté des média.

Plus précisément, nous vous demandons:

- De vous distancer d'enquêtes parlementaires contre The Guardian et d'éviter de faire des commentaires publics sur l'enquête criminelle, afin d'éviter une quelconque impression de pression politique.
- D'encourager le Parlement de revenir sur ses amendements au projet de loi sur la Criminalité et les Tribunaux et sur les autres mesures législatives qui font de la Charte royale une mesure statutaire.

La démocratie britannique, avec ses médias vigilants et diversifiés, a été partout une source d'inspiration pour les peuples en lutte pour la liberté. C'est une source importante de puissance et d'influence. En effet, vos actions en tant que Premier ministre ont récemment eu à plusieurs occasions un impact positif lorsque des journalistes tentaient de faire leurs reportages dans des circonstances difficiles et dangereuses. Par exemple, lors d'une rencontre avec le Président somalien Hassan Sheikh Mohamud, vous avez soulevé le cas d'un journaliste emprisonné, Abdiaziz Abdinuur, qui a été libéré par la suite. Ou encore, quand vous êtes allé au Sri Lanka pour la Réunion de chefs de gouvernements du Commonwealth en octobre, vous êtes allé à Jaffna où vous avez rencontré un groupe de journalistes tamouls. Vous avez ainsi attiré l'attention internationale sur leur situation vulnérable.

Votre capacité d'agir de la sorte, d'exercer une influence positive, repose sur la perception que les médias britanniques travaillent sans entraves gouvernementales. Toute action qui diminue cette perception aurait pour effet non seulement d'encourager les régimes autoritaires à prendre des mesures répressives contre les médias mais aussi de restreindre la capacité de la Grande Bretagne à être entendue sur le plan moral et à prendre la défense des droits des journalistes les plus vulnérables à travers le monde. Nous espérons que vous prendrez en compte ce facteur quand il s'agit d'entreprendre des actions et de formuler des politiques en ce qui concerne les médias au Royaume Uni.

Respectueusement,

Joel Simon
Executive Director
Committee to Protect Journalists

Elizabeth Ballantine
President
Inter American Press Association (IAPA, SIP)

Alexandre K. Jobim
President
International Association of Broadcasting (AIR-IAB)

Alison Bethel McKenzie Executive Director
International Press Institute (IPI)

Vincent Peyrègne
Chief Executive Officer
World Association of Newspapers and News Publishers (WAN-IFRA)

Ronald Koven
European Representative and Acting Director
World Press Freedom Committee (WPFC)

Chris Llewellyn
President & CEO
FIPP (Worldwide Magazine Media Association)